

LES ÉCONOMIES DE L'APRÈS-CROISSANCE : OBJET OU NON-OBJET POUR LA GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE ?¹

Christian SCHULZ

Résumé

Malgré l'intérêt croissant de la géographie économique pour les questions de l'industrie et des services verts, celle-ci reste fortement ancrée dans le paradigme traditionnel de croissance économique continue. La présente contribution vise à confronter les discours des avantages néolibéraux autour des notions d'« économie verte » et de « croissance intelligente » aux approches plus critiques des économies d'après-croissance. Basé sur les travaux pertinents de chercheurs comme Tim Jackson ou Serge Latouche, l'objectif principal de l'article est de relever des sujets de recherche prometteurs offrant des opportunités pour des contributions empiriques et conceptuelles que les géographes économistes pourraient apporter aux débats scientifiques et sociétaux sur les transitions économiques et le paradigme de l'après-croissance. Sont ainsi mis en avant des approches récemment adoptées par la géographie économique comme les « social studies of technology », les transitions régionales ainsi que les systèmes d'innovation.

Mots-clés

après-croissance, décroissance, économie verte, géographie économique environnementale, transitions durables

Abstract

While mainstream economic geography is increasingly doing research on green manufacturing and services, its conceptual approaches merely continue relying on traditional growth paradigms. The paper confronts the partly neo-liberal discourses on the "green economy" and "smart growth" with the more critical contributions on post-growth economies. Based on seminal studies of scholars such as Tim Jackson or Serge Latouche, the major aim of the paper is to reveal potential research topics and opportunities for both empirical and conceptual contributions economic geographers could feed into the broader academic and societal debates on economic transition and post-growth paradigms. Particular attention will be paid to approaches currently discussed in economic geography such as social studies of technology, regional transitions and innovation systems.

Keywords

post-growth, de-growth, green economy, environmental economic geography, sustainability transitions

I. INTRODUCTION

Ces dernières années surtout, le débat sur les économies d'après-croissance et notre rapport à long terme aux ressources naturelles a connu un intérêt public marqué. À ce propos, il convient toutefois de noter que, dès le début des années 1970 et le Rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance, si souvent cité (Meadows *et al.*, 1972 ; voir aussi la mise à jour dans Meadows *et al.*, 2012), bon nombre de pays ont vu se généraliser les débats sociétaux sur la non-durabilité des formes économiques qui restent fondées sur le principe de croissance (qu'il s'agisse d'ailleurs d'économies de marché ou d'économies planifiées). Depuis lors, des événements marquants comme le Rap-

port Brundtland de 1987, la Conférence mondiale sur l'environnement de Rio de Janeiro en 1992 et les travaux relatifs au Protocole de Kyoto en 1997, mais aussi la conscience de longue date de la problématique de la faim, la multiplication des « guerres pour les ressources » ou des « guerres climatiques », sans oublier la raréfaction des réserves pétrolières (le « pic pétrolier »), ont, à intervalles réguliers, ouvert des discussions qui, au-delà des cercles scientifiques spécialisés, ont occupé le premier plan dans l'espace médiatique et politique. Pourtant, les discussions sérieusement argumentées à propos de scénarios de développement et de modèles économiques alternatifs se sont le plus souvent cantonnées dans des cercles restreints d'experts et/ou des organisations non

gouvernementales spécialisées. Dans le monde scientifique également, des disciplines telles que l'économie écologique, malgré des représentants reconnus comme Herman Daly, n'ont pas réussi à influencer sur le courant dominant des sciences économiques et leurs modèles.

En dépit de la notoriété et des prix Nobel accordés à des critiques de la croissance connus tels qu'Elinor Ostrom, Amarty Sen et Joseph Stiglitz, il semble évident qu'il a fallu attendre la récente « culmination des crises de la faim, du climat et des finances » (Jorberg, 2010) pour que des responsables politiques, même conservateurs, argumentent sur, voire remettent en question, les limites du modèle économique actuel des systèmes de marché capitalistes. Les débats sur le changement climatique global, l'abandon, dans un grand nombre de pays, des sources d'énergie fossiles et de l'énergie nucléaire, mais avant tout la crise financière et de la dette fin 2008 paraissent désormais avoir suscité une discussion sérieuse plus large sur de nécessaires adaptations ou changements systémiques. Les débats semblent ainsi quitter les domaines de l'environnement et du développement pour gagner plus largement les courants dominants de l'économie politique.

Devant cette évolution, mais surtout en prenant en considération la perspective « conjoncturelle » du thème dans d'autres disciplines économiques et sociologiques, il est frappant de constater que la plupart des concepts et modèles contemporains de la géographie économique restent attachés au paradigme traditionnel de la croissance, pour ne pas dire qu'ils en nient la problématique. S'il est vrai que les travaux dans le domaine de la géographie économique environnementale touchent à des aspects intimement liés à la problématique envisagée ici (Braun *et al.*, 2003 ; Gibbs, 2006 ; Bridge, 2008 ; Hayter, 2008 ; Soyez & Schulz, 2008), il faut cependant constater qu'ils n'abordent guère des questions systémiques plus profondes. C'est pourquoi nous nous interrogerons, dans la présente réflexion, sur la contribution que la géographie économique dans son ensemble peut fournir au débat sur l'après-croissance et les modèles économiques alternatifs dans ses importants aspects paradigmatiques et socio-politiques. Ce faisant, nous mettrons l'accent sur les aspects conceptuels plutôt que sur des questions de méthode et de méthodologie ou des cas empiriques. Nous donnerons d'abord un aperçu des éléments conceptuels et notionnels de l'idée « d'après-croissance », avant de présenter quelques

premières propositions théoriques pertinentes. Ensuite, nous passerons en revue une série de thèmes et de problématiques dont les dimensions spatiales invitent à une approche géoéconomique – voire la commandent – et que la géographie économique peut fournir. Enfin, nous discuterons des perspectives que peut offrir une telle contribution de la géographie économique.

II. CADRE THÉORIQUE

A. À propos de la notion « d'après-croissance »

Pour éviter tout flou sémantique, précisons d'emblée que l'après-croissance telle que nous la concevons ici ne doit pas être confondue avec une contraction (par exemple, suite à une évolution démographique) ou une récession (en tant que résultat de moindres performances économiques), toutes deux susceptibles d'avoir des effets dérivés positifs pour l'environnement. Il faut bien plutôt y voir, au sens de la *décroissance* telle que la conçoit Serge Latouche, un abandon du paradigme dominant de la croissance et de la maxime selon laquelle le bien-être privé et socio-économique ne peut être assuré que par une croissance continue des performances économiques mesurables en termes de biens matériels ou monétaires, sans aucunement tenir compte des externalités négatives, de la disponibilité finie des ressources ou de la résilience écologique d'un tel modèle. Il serait dès lors peu heureux de mettre ce concept de *décroissance* en équivalence avec des notions telles que « moindre croissance » ou « croissance négative ». C'est sans doute la formule « prosperity without growth » – « la prospérité sans la croissance », mise en avant par Tim Jackson dans son rapport au gouvernement britannique (Jackson, 2009), qui décrit de la façon la plus frappante l'enjeu d'une transition vers des modes de vie et des formes économiques durables. Cet enjeu renferme également, et éminemment, la question de la répartition équitable de la croissance et de la prospérité, sur le plan international et celui des politiques de développement, mais aussi dans les limites des économies nationales (cf. le débat sur la « croissance favorable aux pauvres » – *pro-poor-growth*, Rippin, 2012).

De même, il convient de ne pas confondre la notion d'après-croissance avec des stratégies politiques telles que la *green growth* (*croissance verte*),

la *green economy* (*économie verte*) ou la *smart growth* (*croissance intelligente*), souvent présentées également comme des concepts de croissance alternative.

B. Approches conceptuelles

Comme nous l'avons déjà indiqué, le débat sur les limites de la croissance n'est pas nouveau. Des jalons scientifiques et de politique mondiale – Rapport du Club de Rome, Rapport Brundtland, Conférences mondiales sur l'environnement, Conférences sur le climat, etc. – ont amené un changement de conscience, certes progressif, qui influence les agendas politiques depuis maintenant deux ou trois décennies. Outre des travaux en sciences naturelles consacrés aux aspects écologiques (biodiversité, désertification, problématique de l'eau) et au changement climatique anthropique, ce débat est alimenté avant tout par les idées de l'économie écologique / Ecological Economics (Daly, 1996 ; Costanza *et al.*, 1997). Ces dernières s'écartent délibérément de l'économie environnementale / Environmental Economics néoclassiques du fait qu'elles abandonnent la distinction catégorique entre activités économiques et environnement naturel, considérant l'économie davantage comme un sous-système d'un système environnemental global. L'économie écologique part ainsi d'une finitude factuelle des ressources matérielles et énergétiques du système Terre et privilégie des formes économiques capables de ralentir le processus évolutif de l'entropie. Il faut envisager une économie stationnaire (*steady state economy*), c'est-à-dire un système économique dans lequel existe un équilibre entre consommation d'énergie et de matières, d'une part, recyclage et récupération de l'énergie, d'autre part. Cet objectif devrait être atteint par une « révolution de l'efficacité », à savoir une stratégie d'optimisation organisationnelle et technologique de la production et de la consommation finale de l'énergie et de matières. C'est ainsi que le modèle « Facteur 4 », développé par Amory Lovins, Hunter Lovins et Ernst-Ulrich von Weizsäcker, envisage une augmentation de l'efficacité pouvant conduire à une prospérité doublée pour une consommation de ressources naturelles divisée par deux (von Weizsäcker *et al.*, 1997). En dépit d'aménagements ultérieurs de ce concept (p. ex. von Weizsäcker *et al.*, 2009), l'hypothèse sous-jacente de l'efficacité fait l'objet de critiques croissantes ; de même, la possibilité qu'un découplage effectif des perfor-

mances économiques et de la consommation de ressources puisse être obtenu par l'optimisation et l'innovation technique est sérieusement remise en question (pour une critique du « mythe du découplage », cf. par exemple Paech, 2010). On fait valoir que le découplage, malgré un progrès accéléré de l'efficacité dans la production de biens et la consommation finale, est condamné à échouer principalement en raison d'effets dits *de rebond*. On fait valoir par exemple que les gains sur le bilan énergétique d'un produit à la suite de méthodes de production améliorées sont inférieurs à la fraction énergétique supplémentaire absorbée dans la conception, la construction et l'exploitation des nouvelles installations de production. De même, il est possible d'améliorer considérablement l'efficacité énergétique de certains biens de consommation ; toutefois, le remplacement des biens de génération précédente (p. ex. réfrigérateurs, automobiles, etc.) par d'autres biens moins énergivores, s'il s'effectue trop tôt, aura une incidence négative sur le bilan énergétique total du consommateur final en raison de la proportion élevée « d'énergie grise » contenue dans le nouveau bien. En d'autres termes, même les stratégies de développement visant à une croissance « verte » courent le risque de manquer l'objectif de *steady-state*. De plus, au niveau mondial, il faut également tenir compte des deux facteurs importants que sont l'accroissement de la population et l'augmentation de la consommation matérielle de cette population.

Ces dernières considérations étaient également à la base de critiques initiales du principe de la *steady state economy*, formulées de façon saillante par Nicholas Georgescu-Roegen en personne, le mentor de Herman Daly. En partant d'un point de vue bio-économique, Georgescu-Roegen (1971, 1995) développe la thèse selon laquelle une *décroissance* (ou *de-growth*) pourra tout au plus assurer une survie plus longue de l'espèce humaine, l'auteur considérant qu'il est utopique d'envisager un état d'équilibre dans les conditions physiques, démographiques et culturelles données (pour un exposé détaillé, cf. Kerschner, 2010).

Au cours des dernières années, le principe de la *décroissance* a été repensé et développé principalement par Serge Latouche, qui préconise un abandon progressif des modes de production et des modèles de consommation orientés vers la croissance et dont les idées trouvent un accueil favorable dans le mouvement durable en Italie, en Espagne, en France

et en Belgique (Latouche, 2006, 2010). Soulignons que les travaux initiaux de Georgescu-Roegen déjà, mais avant tout ceux de Latouche s'ouvrent toujours sur une politique de développement et une politique mondiale, en ce sens qu'ils envisagent toujours la consommation de ressources à l'aune d'une « équité environnementale » et d'une répartition équitable des biens au niveau planétaire. Ce faisant, c'est surtout dans le Sud que Latouche voit la possibilité de mettre en œuvre de nouvelles formes économiques et de développer des alternatives à la maxime occidentale du marché ; quant au Nord, en réduisant sa mainmise sur les ressources globales, il sera en mesure de créer des marges de manœuvre pour le développement du Sud.

Latouche et les tenants de la *décroissance* se distancient explicitement de modèles tels que la modernisation écologique, qui partent de l'idée qu'il est possible de passer à une économie durable dans le cadre des principes de marché actuels. Ils refusent également des principes tels que la *green growth*, la *smart growth* ou le mirobolant concept de « croissance qualitative » (accroissement du chiffre d'affaires d'une entreprise sans augmentation de la consommation de ressources), auxquels ils imputent une attitude de « capitalisme comme avant » et donc une action économique comme avant, avec simplement une prise en considération plus grande des efficacités – ce qui ne saurait cependant suffire pour atteindre des objectifs de durabilité à l'échelle mondiale. Contrairement à la perspective plutôt technique de l'économie écologique, l'approche de la *décroissance* insiste davantage sur la nécessité d'une vision plus large, qui prenne en compte aussi des aspects socioculturels pertinents, y compris les ensembles de valeurs et de normes, les habitudes de consommation, etc. Comme insiste Kerschner (2010), ces deux approches ne doivent pas forcément s'opposer de façon irréconciliable, mais peuvent tout aussi bien s'enrichir dans une perspective de complémentarité. On peut ainsi considérer l'économie écologique comme une approche « macro » et analytique, procédant par une démarche descendante, alors que la perspective de la *décroissance* serait une approche « micro » qui procéderait par une démarche ascendante ou par une opérationnalisation de l'après-croissance sur le terrain (*Ibidem*).

Au principe d'efficacité, critiqué, on peut opposer selon cette vue le concept de *suffisance*, qui permet

de s'interroger sur la façon dont il est possible de réduire la consommation matérielle (surtout dans le Nord) sans effets négatifs sur la satisfaction ou le bien-être des hommes, tout en contribuant, par une répartition plus équitable des ressources, à une amélioration des conditions de vie de groupes de population et de régions défavorisés sur le plan économique. Dans ce contexte, la discussion sur la propriété matérielle et la marchandisation / non-marchandisation de biens et de services occupe une place centrale.

Le principe de suffisance ainsi compris ne remet donc pas fondamentalement en question la nécessité de la croissance, mais était la question de savoir par quelles activités / groupes de produits / services / formes de consommation une telle croissance économique devra être générée à l'avenir et quels groupes de population devront être les bénéficiaires des effets de cette croissance (justice distributive). Contrairement au principe d'efficacité, le principe de suffisance n'inclut pas de postulat selon lequel les efforts d'adaptation requis devront répondre aux seuls principes de l'économie de marché, comme c'est partiellement le cas pour l'idée de modernisation écologique. Le principe de suffisance appelle bien plutôt un changement fondamental de certains paramètres sociaux tels que les préférences de consommation, les styles de vie et les priorités politiques (par exemple : politique de la recherche, marchés publics, politique fiscale et instruments d'incitation).

Ce faisant, la mise en œuvre du principe de suffisance ne doit être entendue ni comme une volonté de généraliser des styles de vie idéalistes reposant sur une autoréduction individuelle de la consommation (par exemple pour ce qui concerne les habitudes alimentaires, les comportements de consommation ou la mobilité), ni comme une réduction de la consommation imposée par une autorité supérieure telle que l'État. Le principe de suffisance peut de préférence servir de nouveau modèle paradigmatique à de futurs processus de décision sociopolitique et de politique économique, capable de contribuer à l'évaluation des investissements et des instruments de politique quant à leurs effets à long terme sur l'utilisation des ressources, à leurs externalités de croissance et aux aspects de répartition sociale. Le principe de suffisance présente des analogies claires avec ceux du développement durable ; toutefois, il semble moins problématique pour ce qui est de son

opérationnalisation, tout en se prêtant moins à une instrumentalisation unilatérale.

Dans ce qui suit – et en suivant Latouche –, l'après-croissance sera ainsi considérée comme un abandon délibéré des concepts de croissance traditionnels, définis avant tout par des notions matérielles et monétaires et par la prise en compte de stratégies de développement reposant sur un principe de viabilité (soutenabilité) à long terme et de justice distributive au plan mondial. Cette dernière, loin de se limiter à une répartition équitable des richesses en termes monétaires, s'étend à un grand nombre d'aspects plus complexes de la lutte contre la pauvreté (égalité des chances, santé, qualité de vie et du milieu de vie, participation politique, etc.).

Indicateurs alternatifs de croissance et de bien-être

On sait que l'évaluation de modèles alternatifs de croissance ou de développement est étroitement liée au type de mesures, c'est-à-dire à l'élaboration des indices ou des systèmes d'indicateurs utilisés. Depuis assez longtemps déjà, le produit intérieur brut (PIB), indicateur de croissance à ce jour dominant dans la statistique économique et, de ce fait, dans les débats politiques, fait l'objet de critiques qui pointent avant tout les trois insuffisances suivantes du PIB en tant qu'instrument de mesure :

1. Des indicateurs tels que le PIB portent sur des évolutions purement quantitatives et exprimables en termes monétaires ; ils font l'impasse sur la qualité de la croissance que l'on mesure. C'est ainsi que l'on comptabilise positivement des éléments appelés *regrettables*, comme les dépenses publiques effectuées en compensation de dommages à la santé ou à l'environnement. À l'inverse, des prestations non marchandes (éducation privée des enfants, soins aux personnes âgées, travail domestique, bénévolat) ne sont pas prises en compte, de sorte que, pour un grand nombre de ménages, le PIB ne capture que partiellement leur niveau de bien-être.

2. La mesure de la croissance économique d'un État ou d'une région permet certes d'affirmer des constats sur l'évolution globale de l'ensemble sous examen, mais ne donne aucune indication sur la répartition de cette prospérité accrue selon les différents groupes de population. Le caractère unidimensionnel de l'indicateur apparaît clairement

lorsqu'on considère qu'une évolution économique positive selon la mesure du PIB peut parfaitement s'accompagner d'un accroissement des disparités sociales et de pertes de revenu réel pour d'importantes fractions de la population, comme on l'observe par exemple dans un grand nombre de pays industrialisés du monde occidental.

3. Le paradoxe d'Easterlin désigne la constatation qu'un accroissement de prospérité matérielle ne conduit que rarement à un accroissement de la satisfaction de la population. Au contraire, à partir d'un niveau de prospérité donné, on observe dans de nombreuses économies une corrélation plutôt négative entre niveau de bien-être matériel et niveau de satisfaction ou, à tout le moins, un découplage évident entre accroissement du PIB et évolution de la satisfaction dans la vie. L'existence de ce phénomène, observé en premier lieu dans les anciens pays industrialisés, peut désormais être montrée également dans un grand nombre de pays émergents, en transition et en développement sur la base des séries de données historiques aujourd'hui disponibles (Easterlin *et al.*, 2010). À la suite des travaux de Richard Easterlin (1974), l'étude scientifique du « bien-être subjectif » vu sous l'angle de l'économie (« économie du bonheur » – *happiness economics*) a donné lieu à une discipline importante qui rencontre désormais un large intérêt, jusque dans les institutions internationales comme l'OCDE.

Le débat sur les indicateurs a trouvé récemment une nouvelle impulsion sous l'effet de la *Better Life Initiative* de l'OCDE ; celle-ci, dans son Rapport sur la mesure du bien-être, propose 22 indicateurs dits *Headline Well-Being Indicators* (indicateurs principaux de bien-être) et présente des données comparables pour l'ensemble des 34 États membres de l'OCDE (OCDE, 2011). Une série de commissions, rapports stratégiques^(COM, 2009) et rapports d'expertise (ONS, 2011), internationaux et nationaux, viennent conférer une actualité encore accrue à ce débat sur les indicateurs. Une contribution essentielle au débat a été livrée par le rapport de la *Commission sur la Mesure de la Performance Économique et du Progrès Social* créée à l'initiative du gouvernement français et dirigée par Joseph Stiglitz (également appelé « Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi », Stiglitz *et al.*, 2009). Ce rapport est considéré comme la base conceptuelle de l'initiative de l'OCDE évoquée plus haut.

Dans le cadre de cette contribution, la place nous manque malheureusement pour approfondir la question de la mesure du bien-être. Qu'il nous suffise d'indiquer que la vivacité actuelle du débat montre bien qu'il ne s'agit qu'en apparence de questions techniques concernant la mesure du bien-être et leur importance pour la collecte de données comparables au plan international ; les différentes initiatives qui voient le jour reflètent tout autant, voire davantage, une évolution fondamentale à l'œuvre dans nombre de domaines politiques, évolution dont l'Agenda 2020 de l'Union européenne (COM, 2010) n'est pas la moindre manifestation. Sous la devise d'une « croissance intelligente, durable et inclusive », l'Agenda 2020 axe trois de ses objectifs de développement à moyen terme sur des questions sociales et écologiques – soit un changement marqué par rapport à la Stratégie de Lisbonne 2000-2010, orientée exclusivement sur la croissance économique et la compétitivité (et désormais à considérer comme un échec).

III. DES PROBLÉMATIQUES POUR LA GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

Devant la perspective de processus de profonde mutation dans l'économie et la société, la géographie économique voit se profiler l'occasion d'apporter, selon son propre point de vue, une contribution originale et intrinsèque aux causes, aux processus et aux effets de ces changements dans leurs aspects liés à l'espace et au territoire. Les thèmes de recherches brièvement présentés ci-après sont donnés à titre d'exemples afin de mettre en lumière la diversité des études qui s'offrent à notre discipline mais il va de soi que cette liste ne prétend aucunement à l'exhaustivité, fût-ce de loin. De même, il ne faut pas y voir une tentative d'agenda ou une proposition de programme de recherches : de la part de l'auteur, ce serait une prétention déplacée. Elle est simplement le résultat de quelques premières réflexions sur certains aspects d'une possible transition vers des économies d'après-croissance pour lesquels la géographie économique peut être un observatoire utile. De même, l'ordre dans lequel sont donnés les différents domaines est purement fortuit et ne suggère aucune priorité ; tout au plus, l'auteur s'est efforcé de regrouper quelques sujets en thématiques.

A. Coûts croissants de l'énergie et des transports

Dans un cadre de raréfaction des sources d'énergie fossiles (le « pic pétrolier ») et de nouvelles stratégies de politique climatique, les changements dans le domaine de l'exploitation économique de l'énergie et des infrastructures (la « transition énergétique ») ne sont pas les seules données intéressantes (Bridge, 2010). Les premiers effets de l'augmentation des coûts de transport sur le trafic international de marchandises se font sentir ; tout laisse prévoir que cette augmentation entraînera une mutation des flux de marchandises et des rapports commerciaux internationaux (Bailey *et al.*, 2010 ; North, 2010). Tout en faisant preuve de la prudence requise quant à la solidité de cette hypothèse, il n'est pas absurde d'affirmer que cette évolution pourrait conduire à ce que les coûts de transport, naguère un facteur central d'implantation (surtout dans les modèles néoclassiques), retrouve une importance nouvelle dans la théorie géoéconomique.

B. Production alimentaire et comportements de consommation

Un changement des conditions de transport aura très probablement aussi une incidence sur l'agriculture des pays industrialisés. Une augmentation des prix à l'importation, allant de pair avec des changements dans les comportements de consommation, peut conduire à une re-régionalisation des filières de production et de distribution (IRPUD, 2008). Dans de nombreuses grandes villes, le succès croissant des *potagers urbains* témoigne en outre d'une volonté de valoriser les terrains vagues et les friches urbaines en vue d'une culture alimentaire à usage personnel ; de façon parallèle, on assiste en de nombreux endroits à un renouveau des jardins ouvriers. Alors que ces formes de maraîchage urbain sont un phénomène nouveau ou renouvelé dans les pays industrialisés occidentaux, elles constituent, dans nombre de régions urbanisées des pays émergents ou en développement, une forme établie de subsistance (précaire) en milieu urbain.

C. Énergies renouvelables et production énergétique décentralisée

La valorisation des sources d'énergie renouvelables s'effectue souvent selon des schémas décentralisés

de production et d'approvisionnement énergétique. Les mini ou microcentrales privées ou coopératives (panneaux photovoltaïques, biomasse, éolien) gagnent tout autant en importance que la re-régionalisation des réseaux de distribution et le modèle directeur d'une autonomie énergétique des collectivités locales. Des réussites locales, par exemple l'entreprise d'électricité Elektrizitätswerke Schönau en Forêt Noire, servent de référence à des initiatives de plus grande envergure, comme l'a montré récemment à Berlin l'initiative populaire en vue de la remunicipalisation de la production énergétique et du rachat au Groupe suédois Vattenfall du réseau électrique privatisé. Ce n'est d'ailleurs pas que dans les questions de politique énergétique et de préservation du climat que le niveau communal semble acquérir une importance toute particulière (parmi les « arènes critiques » selon Bulkeley *et al.*, 2011, p. 3).

D. Villes en transition / régions en transition

D'un point de vue comparatif au plan international, une piste des plus intéressantes semble être l'intégration dans le champ d'études d'expériences pionnières ayant fait preuve de vision proactive, comme le mouvement des *transition towns*, réunies depuis 2006 en un réseau international (pour un exposé détaillé, cf. Bailey *et al.*, 2010). De manière similaire, on peut citer les activités du mouvement *cittàslow*, de la *ville lente*, créé en Italie en 1999 et formant aujourd'hui un réseau ramifié dans le monde entier.

Sur le plan empirico-conceptuel, un chercheur en innovation dans le domaine géographique tel que Phil Cooke parle désormais également de *transition regions*, par quoi il entend des espaces économiques qui se différencient d'autres régions tant par des modes durables de production et de consommation que par leur évolution technologique et organisationnelle (Cooke, 2009). Dans ce contexte, il convient également de mentionner les recherches d'accompagnement critique des clusters d'écotechnologie ou d'économie verte (Cooke, 2008, 2010 ; Healy & Morgan, 2012 ; McCauley & Stephens, 2012).

E. Économies parallèles et « new commoners »

Les périodes d'austérité et de précarité verront ga-

agner en importance différentes formes d'économie parallèle telles que bourses d'échange, monnaies locales, etc., souvent tournées en ridicule au prétexte qu'il s'agit de phénomènes marginaux. Dans le cadre de modèles d'économie solidaire, ces formes d'économie parallèle créeront des activités de plus en plus indépendantes du marché (et non orientées vers la croissance). Jusqu'à présent, les nouvelles économies locales et leurs effets sur le commerce de détail, les activités artisanales et d'autres services au consommateur n'ont pratiquement pas été étudiées dans le cadre de la géographie économique (North, 2005).

Comme indiqué plus haut, le concept de suffisance en vue de la réduction de la consommation matérielle est étroitement lié à la question de la propriété et de la durée de vie et d'utilisation des biens de consommation, des moyens de production et des biens immobiliers. La recherche dans le domaine des biens « communs » ou « quasi-collectifs » fournit des indications concrètes d'un intérêt croissant porté par des groupes de personnes et d'acteurs les plus divers à l'utilisation et à la gestion collectives de tels biens communs (Ostrom, 1990 ; Helfrich, 2012). Multiplication rapide, en Allemagne, d'organisations coopératives dans le domaine de l'utilisation d'énergies renouvelables ou la gestion de réseaux énergétiques, utilisation commune de biens de consommation tels que voitures, vélos, etc., constitution de communautés de construction en vue de la réalisation de projets immobiliers privés situés dans des endroits coûteux dans les grandes villes : toutes ces initiatives ont sans doute des motivations diverses, mais partagent un abandon plus ou moins explicite de la marchandisation des biens communs qui est de règle dans le modèle économique aujourd'hui dominant. Les « New Commoners » mettent ainsi en place des contreprojets à des modèles économiques relevant soit de la pure économie de marché, soit de la pure économie d'État. En outre, le principe du bien commun renferme de façon intrinsèque la recherche de la viabilité à long terme (durabilité économique) tout aussi bien que la maxime de l'usage optimal préféré à la recherche du profit. De même, le modèle des biens communs est en règle générale supérieur aux modèles orientés vers le profit pour ce qui concerne l'utilisation efficiente des ressources (durabilité écologique) et l'inclusion de groupes d'utilisateurs défavorisés sur le plan financier (durabilité sociale).

F. Dématérialisation et service-produit

La question de l'intensité en ressources est intimement liée à des aspects essentiels de la conception des produits (longévité), leur taux de remplacement et leur entretien et réparation. S'il est vrai que la création de biens de consommation à faible durée de vie (la « société du gaspillage »), le rachat plutôt que la réparation, la concrétisation accélérée d'innovations produites, de même que la variation des normes applicables aux produits et les problèmes délibérés de compatibilité, favorisent la croissance matérielle et restent par conséquent des principes directeurs de la politique de produits de larges secteurs de l'industrie de masse, ici aussi on peut déceler les premiers signes d'un changement de mentalité. Les entreprises de production trouvent depuis longtemps des alternatives de croissance dans le développement de leurs activités de service ; l'avènement de la gestion du cycle de vie et le regroupement de prestations de production et de service dans des systèmes produits-services industriels (IPSS – Industrial Product-Service Systems) n'intègrent pas seulement les segments de la chaîne de création de valeur que constituent l'entretien et la réparation, mais donnent lieu dans le même temps à des cycles de vie plus longs et du coup à un usage plus parcimonieux des ressources (Manzini & Vezzoli, 2002).

G. Secteur financier

Outre de nouveaux concepts en matière de produits et de services et les nouvelles données géographiques de l'organisation de la production, des mutations systémiques apparaissent également dans le secteur financier, mutations liées elles aussi, du moins partiellement, au débat sur l'après-croissance. On peut citer à cet égard la nationalisation (partielle) de grandes banques internationales par suite de la crise, mais aussi l'évolution du comportement des investisseurs privés autant qu'institutionnels (par exemple, les fonds durables ou les placements éthiques) ou encore la montée en puissance d'instruments de financement alternatif. Pourtant, la plupart des ces instruments vise plutôt à des aspects éthiques ou écologiques et se réfèrent beaucoup moins à des objectifs d'après-croissance (à l'exception de certains coopératives locales). Même les fameux micro-crédits (Smith *et al.*, 2007), initialement conçus comme de véritables instruments alternatifs déconnectés du système bancaire établi, sont

devenus victimes de leur propre succès. Ce dernier a attiré l'intérêt d'acteurs internationaux beaucoup plus intéressés en leur profitabilité, ce qui a parfois mené à l'abus de ces produits - polémiquement intitulés « subprime of all subprime forms of lending » par David Harvey (2012, p. 86).

IV. VOIES D'APPROCHE DE LA GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

L'importance grandissante des champs thématiques que l'on vient d'évoquer de même que leur évidente dimension spatiale, appellent un traitement plus systématique selon le point de vue de la géographie économique. L'une ou l'autre référence dans ce qui précède (par exemple aux systèmes d'innovation régionaux) aura déjà permis d'indiquer que certains acquis bien établis de notre discipline pourraient être appliqués sans grande modification aux questions de la transition vers l'après-croissance. Sa riche expérience dans l'étude de questions relatives aux changements régionaux structurels, des aspects spatiaux des chaînes de création de valeur et des réseaux de production, sans oublier son travail approfondi sur les conditions contextuelles et la coévolution institutionnelle des champs politique, sociétal et économique, permettent à la géographie économique d'aborder de telles questions avec un regard systémique. De même, elles seraient l'occasion de mettre à profit et d'affiner certains concepts de la géographie économique diachronique, des recherches en innovation dans le domaine géographique ou encore des études sur les réseaux et les clusters de même que des propositions plus récentes de la recherche-action et de la géographie financière.

Les *social studies of technology* (SST), ou *transition studies*, offrent un modèle qui, sans être élaboré au sein de notre discipline, est accepté de plus en plus largement par la géographie humaine et offre des ouvertures intéressantes vers l'étude de l'après-croissance. Nées au départ dans le domaine des sciences de l'ingénieur, les *social studies of technology* combinent études techniques et recherche sociologique sur l'innovation ; comme telles, elles manifestent une évidente affinité avec les études évolutionnistes en géographie économique (Truffer, 2008 ; Maier, 2010). Leur approche co-évolutionnaire du changement social et technologique et leur modèle à trois niveaux,

intégrant paysages, régimes et niches sociotechniques, offrent une heuristique éprouvée sur un grand nombre de cas sectoriels concrets (pour quelques vues d'ensemble, cf. Elzen *et al.*, 2004 ; Schot & Geels, 2008 ; Truffer & Coenen, 2012). Dans ce modèle, les *paysages* constituent le niveau supérieur. Celui-ci rassemble les conditions générales et le cadre des activités économiques ; le paysage inclut également les normes en vigueur, les valeurs acceptées, les traditions politiques et les schémas de production et de consommation. Sous le paysage se déploie un « patchwork » de *régimes* dominants, qui déterminent les formes de travail et d'organisation d'un secteur économique ou d'un groupe de produits donnés. Selon le postulat central des SST, les régimes sont l'environnement où ont lieu des innovations incrémentales, alors que les innovations plus fondamentales nécessitent le développement de niches indépendantes du régime et offrant un contexte particulier. En cas de réussite, les innovations ayant surgi dans une niche acquièrent une place dans le régime et y conduisent à des changements en profondeur. Dans le même temps, les niveaux supérieurs peuvent influencer les conditions générales agissant sur les niches, notamment en cas de changement du comportement social (par exemple, un intérêt accru de la part du public pour les produits « bio ») ou de modification du cadre juridique ou des instruments de la politique de recherche (par exemple, la « transition énergétique »). Partant de ces vues, les Pays-Bas en particulier – le pays d'origine des SST – ont mis en place une gestion stratégique des niches, mise en œuvre principalement par des acteurs publics de la politique économique et écologique. Dans leur action, ils partent de l'idée selon laquelle « Sustainable innovation journeys can be facilitated by modulating of technological niches, i.e. protected spaces that allow nurturing and experimentation with the co-evolution of technology, user practices and regulatory structures. » (Schot & Geels, 2008, p. 538). Cette visée accorde une place particulière aux acteurs politiques, administratifs, économiques et à la société civile dans la codétermination du développement des niches et des changements de régimes.

Ce dernier aspect n'offre pas seulement la possibilité d'une appréhension spatiale des niches et des régimes localisés, mais également d'appliquer l'idée de la transition à des développements technologiques dans des contextes spatio-institutionnels

spécifiques tout autant qu'à des processus fondamentaux du changement sociétal et économique. Les manifestations empiriques d'un début de transition vers des régimes d'après-croissance pourraient être étudiées à l'aide des instruments d'une recherche transitionnelle interdisciplinaire. Cette recherche pourrait profiter des voies d'approche et des méthodes établies de la géographie économique afin de mettre en évidence les différenciations géographiques ainsi que les trajectoires et rapports spatio-relationnels en jeu.

V. PERSPECTIVES

Cette contribution n'avait pas pour but de juger sur leurs mérites les concepts de l'après-croissance que nous avons évoqués, ni d'apprécier la probabilité d'une transition effective vers des systèmes économiques non orientés vers la croissance. Il s'agissait plutôt, en nous intéressant à un débat sociétal qui prend de plus en plus d'ampleur, d'en discuter la pertinence pour la géographie économique. Les propositions d'élaboration d'indicateurs alternatifs de croissance au plan national et international et la nécessité de programmes de monitoring pour les accompagner sont des signes clairs de l'émergence d'une approche de plus en plus différenciée du bien-être et de la croissance. À eux seuls, de nouveaux systèmes d'indicateurs ne suffisent pas à provoquer un changement de modèle économique ; toutefois, ils peuvent constituer un élément utile pour évaluer l'importance des phénomènes d'après-croissance considérés ici.

Comme nous l'avons indiqué d'emblée, nous ne pouvons mentionner que quelques facettes des courants d'idées actuels dans le cadre de cette contribution qui se veut avant tout une invitation à la réflexion et à la discussion. Mais manifestement, les questions pertinentes ne manquent pas, pas plus que les angles d'approche selon lesquels notre discipline pourrait traiter de certains aspects de l'après-croissance. À cet égard, les *transition studies* offrent un point d'entrée prometteur pour l'étude de rapports et d'ensembles plus complexes, que la géographie, non seulement en raison de son mode de compréhension systémique mais aussi de par sa complémentarité avec d'autres disciplines scientifiques, est à même d'enrichir et de développer, sur le plan tant conceptuel qu'empirique. De plus, une plus grande interaction avec les disciplines

voisines qui s'intéressent depuis longtemps au débat de l'après-croissance, mais aussi la portée par nature pratique des questions évoquées, peuvent constituer une opportunité d'augmenter la visibilité de notre discipline dans un domaine thématique porteur.

Dans le cadre qui nous est offert et devant les développements actuels, dynamiques et complexes, ces quelques considérations ne peuvent être autre chose qu'une modeste contribution à la discussion, qui doit rester incomplète mais qui, on peut l'espérer, pourra inciter à un regard plus systématique sur les questions abordées ici.

Note

¹ La présente contribution est la traduction (légèrement adaptée et modifiée) d'un article du même auteur paru en 2012 dans la *Zeitschrift für Wirtschaftsgeographie* 56(4), 264-273. Nous tenons à remercier les éditeurs de la revue de leur accord de reproduction de l'article.

BIBLIOGRAPHIE

- Bailey, I., Hopkins, R. & Wilson, G. (2010). Some things old, some things new: The spatial representations and politics of change of the peak oil relocation movement. *Geoforum*, 41 (4), 595-605.
- Braun, B., Schulz, C. & Soyeze, D. (2003). Konzepte und Leitthemen einer ökologischen Modernisierung der Wirtschaftsgeographie. *Zeitschrift für Wirtschaftsgeographie*, 47(3-4), 231-248.
- Bridge, G. (2008). Environmental Economic Geography: A Sympathetic Critique. *Geoforum*, 39(1), 76-81.
- Bridge, G. (2010). Geographies of peak oil: The other carbon problem. *Geoforum*, 41(4), 523-530.
- Bulkeley, H., Castán Broto, V., Hodson, M. & Marvin, S. (éds., 2011). *Cities and Low Carbon Transitions*. London - New York: Routledge.
- COM (2009). *GDP and beyond. Measuring progress in a changing world*. Communication from The Commission to The Council and The European Parliament, 433 final, 20.8.2009.
- COM (2010). EUROPE 2020. *A strategy for smart, sustainable and inclusive growth*. Communication from The Commission. COM (2010) 2020 final, 3.3.2010.
- Cooke, P. (2008). Regional Innovation Systems, Clean Technology & Jacobian Cluster-Platform Policies. *Regional Science Policy & Practice*, 1(1), 23-45.
- Cooke, P. (2009). *Transition regions: green innovation and economic development*. REAL CORP 2009 Proceedings, Sitges, 22-25 April 2009, 911-924.
- Cooke, P. (2010). Regional innovation systems: Development opportunities from the "green turn". *Technology Analysis & Strategic Management*, 22(7), 831-844.
- Costanza, R., Cumberland, J., Daly, H.E., Goodland, R. & Noorgard, R. (1997). *An introduction into Ecological Economics*. Boca Raton: St. Lucie Press.
- Daly, H.E. (1996). *Beyond Growth*. Boston: Beacon Press.
- Easterlin, R.A. (1974). *Does Economic Growth Improve the Human Lot?* David, P.A. & Reder, M.V. (éds.). Nations and Households in Economic Growth: Essays in Honor of Moses Abramovitz. New York, 89-125.
- Easterlin, R.A., Mcvey, L.A., Switek, M., Sawangfa, O. & Smith Zweig, J. (2010). The happiness-income paradox revisited. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 107(52), 22463-22468.
- Elzen, B., Geels, F.W. & Green, K. (2004). *System innovation and the transition to sustainability: theory, evidence and policy*. Cheltenham: Edward Elgar.
- Ernst & Young (2010). *The Islamic funds and investments report*. Dubai, Ernst & Young.
- Georgescu-Roegen, N. (1971). *The Entropy Law and the Economic Process*. Cambridge (Mass.).
- Georgescu-Roegen, N. (1995). *La décroissance. Entropie - Écologie - Économie*. Paris.
- Gibbs, D. (2006). Prospects for an Environmental Economic Geography: Linking Ecological Modernization and Regulationist Approaches. *Economic Geography*, 82(2), 193-215.
- Harvey, D. (2012). *Rebel Cities: from the Right to the City to the Urban Revolution*. Brooklyn - London: Verso.
- Hayter, R. (2008). Environmental Economic Geography. *Geography Compass*, 2(3), 831-850.
- Healey, A. & Morgan, K. (2012). Spaces of Innovation: Learning, Proximity and the Ecological Turn. *Regional Studies*, 46(8), 1041-1053.
- Helfrich, S. & Heinrich-Böll-Stiftung (2012, éds.). *Commons. Für eine Politik jenseits von Markt und Staat*. Bielefeld: Transcript.

- IRPUD (2008, éd.). *Nahrungsmittel und Raumplanung*. Dortmunder Beiträge zur Raumplanung, 29. Dortmund.
- Jackson, T. (2009). *Prosperity Without Growth: Economics for a Finite Planet*. London: Earthscan.
- Jorberg, T. (2010). *Finanzmärkte und Aufgaben der Banken*. Seidl, I. & Zahrnt, A. (éds.) : Postwachstumsgesellschaft. Konzepte für die Zukunft. Marburg: Metropolis, 145-153.
- Kerschner, C. (2010). Economic de-growth vs. steady-state economy. *Journal of Cleaner Production*, 18(6), 544-551.
- Latouche, S. (2006). *Le pari de la décroissance*. Paris.
- Latouche, S. (2010). Degrowth. *Journal of Cleaner Production*, 18(6), 519-522.
- Maier, U. (2010). *Carbon-Lock-in in der Automobilindustrie*. Schüssler, F. (éd.). Geographische Energieforschung. Frankfurt am Main: Peter Lang, 37-62.
- Manzini, E. & Vezzoli, C. (2002). *Product-Service-Systems and Sustainability - Opportunities for Sustainable Solutions*. Paris.
- McCauley, S.M. & Stephens, J.C. (2012). Green energy clusters and socio-technical transitions: analysis of a sustainable energy cluster for regional economic development in Central Massachusetts, USA. *Sustainability Science*, Online Article <http://www.springerlink.com/content/10q415ql72011w60/>.
- Meadows, D.H., Meadows, D.L., Randers, J. & Behrens, W.W. (1972). *The Limits to Growth*. New York: Universe Books.
- Meadows, D.H., Meadows, D.L. & Randers, J. (2012): *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*. Paris: Rue de l'Echiquier.
- North, P. (2005). Scaling alternative economic practices? Some lessons from alternative currencies. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 30(2), 221-233.
- North, P. (2010). Eco-localisation as a progressive response to peak oil and climate change – A sympathetic critique. *Geoforum* 41, (4), 585-594.
- OECD (2011). *How's Life? Measuring well-being*. Paris: OECD Publishing.
- ONS – UK Office for National Statistics (2011). *Measuring what matters. National Statistician's reflections on the National Debate on Measuring National Well-being*. London. <http://www.ons.gov.uk/ons/guide-method/user-guidance/well-being/publications/measuring-what-matters--national-statistician-s-reflections-on-the-national-debate-on-measuring-national-well-being.pdf?>
- Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Paech, N. (2010). Eine Alternative zum Entkopplungsmythos: Die Postwachstumsökonomie. *Humane Wirtschaft*, 5/2010, 12-15.
- Rippin, N. (2012). Wachstum für alle? *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 62 (27-28), 45-51.
- Schot, J. & Geels, F.W. (2008). Strategic niche management and sustainable innovation journeys: theory, findings, research agenda and policy. *Technology Analysis /Strategic Management*, 20(5), 537-554.
- Smith, I. H., Broderick, M. A. & Windsor, R. G. (2007). Accessing Commercial Capital Markets. *Journal of Microfinance / ESR Review*, 9, 26-33.
- Soyez, D. & Schulz, C. (2008). Facets of an Emerging Environmental Economic Geography (EEG). *Geoforum*, 39(1), 17-19.
- Stiglitz, J., Sen, A. & Fitoussi, J.-P. (2009). *Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress*. http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_anglais.pdf.
- Truffer, B. (2008). Society, Technology, and Region: Contributions from the Social Study of Technology to Economic Geography. *Environment and Planning A*, 40, 4, 966-985.
- Truffer, B. & Coenen, L. (2012). Environmental Innovation and Sustainability Transitions in Regional Studies. *Regional Studies*, 46(1), 1-21.
- Von Weizsäcker, E.-U., Lovins, A.B., Lovins, L.H. (1997). *Factor Four: Doubling Wealth, Halving Resource Use - A Report to the Club of Rome*. London: Earthscan.
- Von Weizsäcker, E.-U., Hargroves, K., Smith, M., Desha, C., Stanopoulos, P. (2009). *Factor Five: Transforming the Global Economy through 80 % Improvements in Resource Productivity*. London: Earthscan.

Coordonnées de l'auteur :

Christian SCHULZ
 Université du Luxembourg
 Institut de géographie et d'aménagement du territoire
 B.P. 2
 L-7201 Walferdange
 christian.schulz@uni.lu

